

Session SOU 11

« Expérience des coopérations transfrontalières dans la gestion de la sécurité »

Mardi 15h00-16h30

Nombre de participants : 45

Intervenants :

M. Siama BAMBA, Directeur général administration conseil général de Bangoué

M. Aziz Dialo Député Maire de Dori

M.Hassan Abdou Coordinateur du PACT

Modérateur et rapporteur non présents pour la session. La modération et le rapportage sont assurés par M. Hassan Abdou

La session traite de la gestion des cadres de sécurité par les collectivités territoriales. L'accent est mis sur les projets de coopération entre collectivités territoriales.

Présentation des objectifs visés et des résultats attendus

La session commence par l'intervention de M. Siama BAMBA, directeur général administration conseil général de Bangoué. Il rappelle les objectifs principaux de la session.

L'objectif principal :

Créer un cadre de partage d'expérience pratique et de réflexion collective avant de parvenir à des propositions pour réduire l'insécurité dans les espaces transfrontaliers. La session sera rythmée par des cas d'études tels que Dendi-Ganga.

De cet objectif principal découle les objectifs spécifiques qui sont :

- Ouvrir débat sur le rôle et la place des collectivités territoriales dans la lutte contre l'insécurité sous toutes ses formes
- Analyser les défis et enjeux globaux que soulève la problématique de coopération transfrontalière dans un contexte d'insécurité
- Recenser les cas des bonnes pratiques en matière de prise en charge des questions sécuritaires par les collectivités territoriales, en les mettant en perspective avec une gestion centralisée faite par l'Etat.
- Esquisser des propositions et des démarches d'interpellation de toutes les catégories d'acteurs pour une mobilisation pour la protection des biens et des personnes dans les

zones transfrontalières.

Les résultats attendus de la session sont les suivants :

- Sensibilisation des participants à l'importance de la prise de compte des enjeux sécuritaires dans la coopération transfrontalière est nécessaire.
- Identification des défis et des enjeux majeurs des collectivités territoriales et leurs partenaires techniques et financiers.
- Identifier les expériences et les bonnes pratiques en matière de prise en charge de sécurité par les collectivités territoriales.
- Renforce ou susciter des propositions pour l'engagement des collectivités locales et leurs partenaires à mettre en place une stratégie plus locale en matière de l'Etat.
- replacer le local au cœur des pratiques sécuritaires. (on ne parle plus seulement a échelle de l'Etat, stratégie plus locale).

L'UEMAO est partenaire de cette session. La politique de l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) suite la logique de coopération transfrontalière. Madame Sy, représentante de l'UEMOA rappelle que la politique de « sécurité et paix » est une des thématiques prioritaire de la commission de l'UEMOA. Ainsi, la commission met en place des programmes communautaires pour assurer la sécurité des populations. L'UEMOA contribue directement et indirectement à la prise en charge des questions de sécurité par les collectivités locales. La structure a pour objectif essentiel, l'édification en Afrique de l'Ouest, d'un espace économique harmonisé et intégré, au sein duquel est assurée une totale liberté de circulation des personnes, des capitaux, des biens, des services et des facteurs de production.

La question des frontières qui représentent un grand danger.

Par exemple, la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Mali concentre les difficultés et les menaces : vols, pogroms. La raison de cette situation se trouve dans le manque de contrôle du foncier, les victimes les plus importantes de cette insécurité sont les catégories les plus vulnérables : les femmes et les jeunes. Le tissu social est donc très affecté par les violences qui sont en cours.

Lancement des initiatives de délimitation des frontières, lutte contre la pauvreté, collaboration entre service de sécurité et les différents Etats, la création d'activités génératrices de revenus, et l'élimination des terroristes qui quittent mali et passent par cote d'ivoire pour aller jusqu'à la

mer à Bassam.

Les cas pratiques de coopération transfrontalière

• 2eme prise de parole présentation Président Aziz Diallo sahel, Maire de Dori :

Le maire présente un programme de sécurité transfrontalières qui a commencé en 2011. Le programme sensibilise les collectivités locales et les habitants aux questions de sécurité. Le but est de développer des réflexes sécuritaires chez les citoyens, et améliorer la relation qu'ils entretiennent aux forces de sécurité, changer la vision négative et punitive des forces de sécurité, pour lier la sécurité et développement, car l'insécurité est lié au sous-développement de la zone, exclusion de ces populations, marginalisées. L'absence de l'Etat, l'accès aux services essentiels de base n'est pas efficient, ce qui montre le déficit d'infrastructures.

3eme prise de parole : maire de commune de GAYA, M. Hassan

Dendi Ganga

L'objectif est l'intégration à la base, pour la circulation des biens et des personnes, l'espace

Les 3 communes qui ont accepté la coopération formelle : Malanville, Gaya, Kmaba, qui sera mise en place selon 3 phases.

Phase 1 : processus de 2005 à 2015 : Concertations entre les acteurs locaux sans l'appui des pourris publics, pas de cadre formel et institutionnel, juste une question des transhumances et gestions des conflits.

Phase 2 : la gestion des urgences, 2016.

Ouverture des concertations aux PTF

PCJ : poste de contrôle juxtaposé

Programme d'appui aux collectivités territoriales, les maires se rapprochent du laboratoire, pour voir dans quelles mesures ils peuvent contribuer dans les partenaires techniques, financiers intégrant une approche de long terme et analyse les forces, faibles et menaces à la coopération transfrontalière.

Phase 3 : Formalisation de la volonté des 3 communes à coopérer.

La signature du protocole de coopération transfrontalière entre les 3 communes :

Au début de la formalisation de la coopération et la mise en place d'un cadre de coopération transfrontalier :

Etablir une feuille de route, avec les intérêts comme information et concertation entre les acteurs de développement d'un pôle économique transfrontalier, soutenir les manifestations culturelles et sportives, les aspects cultures important dans le projet, car ils constituent un élément intégrateur

(même ethnique)

Phase 4 : avril 2017 engagement de Gaya : pour opérationnaliser la feuille de route

Phase 5 : prise en compte de processus dans programme de coopération transfrontalier (PCTL)

Les mesures prises pour l'amélioration de la coopération transfrontalière :

1° le partage de l'information entre les acteurs locaux, qui se retrouvent pour faire le point sur les problèmes sécuritaires, identification points névralgiques, les réseaux de malfaiteurs et l'échange sur les bonnes pratiques.

3° la sécurisation des principales voies pour faciliter la circulation des perrons et des biens la collaboration des forces de sécurité pour démanteler les réseaux.

3° communication pour un changement de comportement (CCC), mener des campagnes d'information et de sensibilisation des populations pour qu'elles collaborent avec les forces de sécurité.

4° prise en charge des questions de développement, développement des infrastructures structurantes, la gestion transhumance et la gestion concertée des ressources naturelles.

5. perspectives :

L'appui à l'opérationnalisation de la feuille de route, l'élargir aux autres communes, l'extension du processus à tous l'espace de Dendi Ganda.

- 3ème partie : Interventions de personnes allant dans le sens de la thématique :

La nécessité de privilégier les initiatives locales. Les collectivités peuvent mettre en place des dispositions de gestion des dispositifs de sécurité dont ils ont eu l'initiative et pas un dispositif proposé par l'Etat. Les élus des petites villes appellent à plus de pragmatisme et de réalisme dans les solutions mises en place.

- Les causes de l'insécurité : la pauvreté est citée par tous les intervenants comme la cause de l'insécurité dans la zone du Sahel. La question de la porosité des frontières est également évoquée. De plus, l'émergence d'activités nouvelles autour des frontières notamment le péage, et la gestion des ressources naturelles ont un lien direct avec l'insécurité.
- les collectivités territoriales se réapproprient la question de la sécurité : les intervenants sont s'accordent pour dire qu'il ne faut plus laisser la question de la sécurité aux états, qui ont fait preuve de leur incapacité. Traiter la question de la sécurité n'est plus prérogative régaliennne de l'Etat, c'est aux communes de trouver des solutions. Les intervenants affirment que la décentralisation est la réponse aux crises économiques et sociales.

- Lier la question du développement et la question de la sécurité : apporter une réponse adéquate au problème d'insécurité : il faut ouvrir pour le développement de ces espaces en premier lieu. les mesures de développement doivent supplanter les mesures sécuritaires. Les intervenants sont d'accord sur l'importance d'avoir moins d'agents de sécurité et plus d'acteurs de développement, qui se parlent et développent en synergie, des programmes de développement pour réduire chômage, fixer les jeunes.
- intégrer la population aux solutions mises en places : La réunion et la concertation avec les gens qui sont dans les villages est primordiale. Il faut dialoguer avec les personnes ayant subi des attaques, et écouter leurs recommandations. Ils doivent aussi valider le plan d'action qui sera proposé. Il n'est pas question d'imposer des façons de voir et des façons de faire, mais faire ensemble.
- L'intégration des outils intégrateurs, qui est mise en place par la population elles-mêmes, une approche participative. La population valide les projets, prend en compte les infrastructures et investissements existants pour développer des nouveaux projets en complément.

4ème partie : Propositions / recommandations :

1° traiter question de façon holistique inclusive, participative : tous les acteurs aux cotés de l'état coordonnent leurs efforts pour prendre en charge développement en général et la sécurité en particulier

2° lien intime entre sécurité et développement : déjà des expériences, collecte territoire et les partenaires techniques et financiers : déjà le cas avec l'élaboration des schémas d'aménagement transfrontaliers intégrés : c'est un outil qui prend en charge toutes les questions de développement, propositions d'actions allant dans le sens de développement des services publics

3° Plus d'acteurs de développement que d'acteurs de sécurité : les acteurs locaux noyaux essentiels dans dispositif de lutte contre insécurité, si les agents de sécu n'ont pas collaboration des acteurs locaux alors c'est inefficace

4° avoir plus de réalisme et de pragmatisme dans les solutions mises en place : renforcer les dynamiques en cours, plutôt que faire des nouvelles propositions

Session SOU 11

‘Cross-border experience in the management of security’

Tuesday 15h00-16h30

Number of participants : 45

Speakers:

Mr. Siama BAMBA, Director General of the Administration of the General Council of Bangoué

Mr. Aziz Dialo Deputy/ Mayor of Dori

Mr. Hassan Abdou Coordinator of PACT

The moderator and rapporteur were not present at the session and were replaced by Mr. Hassan Abdou

The session dealt with the management of security frameworks by local and regional governments. Emphasis was on cooperation projects between local and regional governments

Presentation of the set objectives and the expected results

The session began with the intervention of Mr. Siama Bamba, Director General of the Administration of the General Council of Bangoué. He recalled the main objectives of the session.

The main objective :

Create a framework for sharing practical experience and collective thinking before coming up with proposals to reduce insecurity in cross-border spaces. The session was punctuated by case studies such as Dendi-Ganga.

The specific objectives stemming from this main objective are:

- Open debate on the role and place of local and regional governments in the fight against insecurity in all its forms
- Review the global challenges and issues raised by the problems of cross-border cooperation in a context of insecurity
- Identify the cases of good practices in the management of security issues by local

and regional governments, putting them in perspective with a centralized management by the central government.

- Outline proposals and approaches to challenge all categories of stakeholders for mobilization for the protection of goods and people in cross-border areas.

The expected results of the session are the following:

- Awareness of participants on the importance of integration of security issues into cross-border cooperation is necessary.
- Identification of major challenges and issues for local and regional governments and their technical and financial partners.
- Identify experiences and good practices in the field of security management by local and regional governments.
- Strengthen or generate proposals for the commitment of local and regional governments and their partners to set up a more local strategy in terms of government management
- Replace the local at the heart of security practices. (we are not talking about only the central government level, but a more local strategy)

UEMOA is a partner of this session. The policy of UEMOA (West African Economic and Monetary Union) following the logic of cross-border cooperation. Ms. Sy, representative of UEMOA recalled that the policy of "security and peace" is one of the priority themes of the UEMOA commission. The commission has set up community programs to monitor the security of the people. UEMOA contributes directly and indirectly to the management of security issues by the local government. The main objective of the structure is building in West Africa an harmonized and integrated economic space, within which there is a total freedom of movement of people, capital, goods, services and factors. of production.

The issue of borders representing a great danger.

For example, the border between Côte d'Ivoire and Mali concentrates difficulties and threats: thefts, pogroms. The explanation for this situation lies in the lack of control of land, the most important victims of this insecurity are the most vulnerable categories: women

and young people. The social fabric is therefore very affected by the ongoing violence.

Launch of border demarcation initiatives, fight against poverty, collaboration between security services and the different states, creation of income-generating activities, and the elimination of terrorists who leave Mali and pass through Côte d'Ivoire to go to the sea at Bassam.

Practical cases of cross-border cooperation

• 2nd intervention: President Aziz Diallo Sahel, Mayor of Dori:

The Mayor presented a cross-border security program that began in 2011. The program raised the awareness of local governments and residents regarding security issues. The aim is to develop security reflexes among the citizens, and improve the relationship they entertain with security forces, change the negative and punitive vision of security forces, so as to link security and development, because insecurity is linked to the underdevelopment of the zone, with the exclusion of these marginalized populations. Absence of the state, access to essential basic services is not efficient, what highlights infrastructure deficit.

3rd intervention: Mayor of GAYA Local Government, Mr. Hassan

Dendi Ganga

The objective is integration at the grassroots, for the movement of goods and people, within the space.

3 local governments accepted formal cooperation: Malanville, Gaya, Kmaba; which is to be set up in 3 phases.

Phase 1: process from 2005 to 2015: **Consultation** between local actors without the support of public authorities, no formal and institutional framework, just a question of management of transhumance and conflict.

Phase 2: Emergency Management, 2016.

Opening of FTP consultations

PCJ: Juxtaposed checkpoint

Support program for local and regional governments, mayors to see how they can contribute to the initiatives of technical and financial partners, integrate a long-term approach and reviews the strengths, weaknesses and threats to cross-border cooperation.

Phase 3: Formalization of the will of the 3 local governments to cooperate.

Signing of the protocol of cross-border cooperation between the 3 local governments:

At the beginning of the formalization of cooperation and the establishment of a cross-border cooperation framework:

Establish a roadmap, with the interests as information and consultation between the development stakeholders of a cross-border economic pole, support cultural and sport events, the important cultural aspects in the project, because they constitute an integrating element (same ethnicity)

Phase 4: April 2017 undertaking of Gaya: to operationalize the roadmap

Phase 5: Consideration of processes in cross-border cooperation program (PCTL)

Measures taken to improve cross-border cooperation:

1° Sharing of information between local stakeholders, who meet to take stock of security problems, identification of hotspots, networks of criminals and exchange of good practices.

3 ° Securing of the major roads to facilitate the movement of people and goods; collaboration of the security forces to dismantle the networks.

3° communication for a change of behavior (CCC), conduct information campaigns and sensitization of the populations so that they cooperate with the security forces.

4° consideration of development issues, development of structuring infrastructures, management of transhumance and concerted management of natural resources.

5. perspectives:

Support for the operationalization of the roadmap, expand it to other local governments, extending the process to the entire Dendi Ganda's space.

- 3rd part: Interventions of the people sharing the approach of the theme

The need to focus on local initiatives. Local governments may set up management arrangements for security systems that they initiated and not a system proposed by the central government. The elected officials of small cities call for more pragmatism and realism in the set up solutions.

- Causes of insecurity: Poverty was cited by all speakers as the cause of insecurity in the Sahel zone. The issue of porous borders was also mentioned. Furthermore, the emergence of new activities around borders, especially tolls, and the management of

natural resources have a direct link with insecurity.

- local and regional governments are re-appropriating the issue of security: the speakers agreed that we should no longer leave the issue of security to the central governments, what has demonstrated their incapacity in this field . Handling the issue of security is no longer a central government's prerogative, it is the duty of local governments to find solutions. The speakers said that decentralization is the answer to economic and social crises.
- Link the issue of development and the one of security: provide an adequate response to the problem of insecurity: we must work, first and foremost, for the development of these spaces, the development measures must supplant the security measures. The speakers agreed on the importance of having less security officers and more development stakeholders, who interact and develop in synergy, development programs to reduce unemployment, and address effectively the concerns of young people.
- integrate the population into the established solutions: Meeting and consultation with the people who are in the villages is essential. We must dialogue with the people who have suffered attacks, and listen to their recommendations. They must also validate the action plan that will be proposed. It must be ruled out imposing ways of viewing and doing things. And the best approach should be doing things together..
- Integration of integrative tools which are set up by the people themselves, a participatory approach. The people validate the projects, take into account the existing infrastructures and investments to develop new additional projects.

4th part : Proposals / recommendations :

1° Address the issue in a holistic, inclusive and participatory way: all the stakeholders alongside the central government coordinate their efforts to consider development in general and security in particular

2° intimate link between security and development: already some experiences, territory collection and technical and financial partners: already the case with the development of integrated cross-border development plans: it is a tool that integrates all the issues of development, proposals for actions along the line of development of public services

3° More development stakeholders than security stakeholders: core local stakeholders are

essential in the system set up to fight insecurity, but it is inefficient if the security officers do not enjoy the collaboration of local stakeholders

4° Be more realistic and pragmatic in the set up solutions: reinforce ongoing dynamics, instead of making new proposals.

Drafted by: Kunti HAMAND Sabrine KHALOUB